



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 7 janvier 2026

Nos réf. : SHM/MO/MT n° 26-1

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FONDERIE GHM

140, Rue Mauljean - 52130 WASSY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 novembre 2025 dans l'établissement FONDERIE GHM implanté 140, Rue Mauljean 52130 WASSY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE GHM
- 140, Rue Mauljean 52130 WASSY
- Code AIOT : 0005701293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FONDERIE GHM exploite sur le territoire de la commune de WASSY (52130) une unité de production de pièces en fonte à graphite lamellaire et à graphite sphéroïdal soumise à autorisation. L'établissement s'étend sur plus de 16 ha dont un peu plus de 7 ha de surface industrielle et 1,4 ha de surface couverte usine.

L'entreprise dispose de quatre fours de fusion électriques (deux fours de fusion et deux fours de maintien), d'ateliers d'usinage, de peintures, d'assemblage et d'expédition. Les moules des pièces fabriquées sont réalisés à partir de sables à vert et les noyaux à base de sables à prise chimique (polyuréthane).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi des appareils de mesure en continu	AP Complémentaire du 30/09/2024, article 5	Demande d'action corrective	/
6	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, Annexe I - 2.10	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention du risque explosion	AP Complémentaire du 30/09/2024, article 3.1	Sans objet
2	Dispersion des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/09/2024, article 3.3	Sans objet
3	Substances utilisées pour l'application de peinture	AP Complémentaire du 30/09/2024, article 3.4	Sans objet
5	Registre entrées/sorties	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, Annexe I - 3.5	Sans objet
7	Mise en œuvre du projet	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le site respecte la majeure partie des dispositions contrôlées. Quelques actions correctives sont néanmoins proposées dans ce rapport.

Concernant le suivi en continu des émissions de poussières, l'exploitant n'a pas mis en place les nouvelles sondes de suivi demandées. Compte tenu du travail en cours dans le cadre de l'élaboration du dossier de réexamen suite à la parution des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) des forges et fonderies, un travail de ré-encadrement des caractéristiques des rejets atmosphériques paraît, à ce stade, nécessaire compte tenu des paramètres identifiés ou encore des fréquences de contrôle indiquées dans ce document de référence. L'inspection des installations classées ne propose donc pas à ce stade de mise en demeure relative au respect des dispositions relatives au suivi en continu des émissions de poussières des rejets n° 1 et 12.

Les modifications portées à la connaissance de l'inspection des installations classées par l'exploitant sont instruites dans la partie 3 de ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2024, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Barrière physique
Prescription contrôlée : Une barrière physique (mur, porte fermée) est installée par la société FONDERIE GHM sur le site de WASSY et plus précisément entre les activités susceptibles de créer des étincelles et la zone contenant les équipements associés à l'activité de revêtement de pièces par pulvérisation.
Constats : Lors de la visite du 27 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une séparation physique entre l'activité d'application de peinture par pulvérisation et les activités susceptibles de créer des étincelles. Une affiche à proximité immédiate de la porte d'accès à la zone peinture indique l'obligation de maintenir la porte fermée en dehors des manœuvres et l'interdiction des opérations génératrices d'étincelles à l'intérieur de ce local contenu du risque ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispersion des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2024, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet n° 17
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FONDERIE GHM étudie pour le point de rejets atmosphériques n° 17 dans un délai de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté une solution technique permettant de garantir les conditions de dispersion de l'arrêté ministériel du 02 mai 2002 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de calcul de dispersion atmosphérique de la nouvelle cheminée de peinture (rapport n° 2024-P028 - Version A – 07 mars 2025). Cette étude montre que les calculs de dispersion du rejet de la cheminée de la chaîne de peinture présentent des résultats très inférieurs à la Valeur Toxicologique de Référence (VTR) du xylène (paramètre le plus représentatif des composés rejetés selon l'étude des fiches de données de sécurité réalisée par l'exploitant).</p> <p>En prenant en compte la hauteur réelle de la cheminée n° 17 (12,2 m), la concentration maximale modélisée représente 36,6 % de la VTR du xylène. Dans le cas d'une cheminée respectant la hauteur réglementaire (14,7 m), la concentration maximale modélisée représente 24,6 % de la VTR du xylène. En considérant une habitation avec un étage de 3,5 m, les concentrations maximales modélisées représentent respectivement 41,5 % et 26,6 % de la VTR du xylène.</p> <p>Ces éléments, combinés à la dernière mesure de la vitesse d'éjection montrant que la vitesse de rejet (9 m/s) était supérieure à la vitesse minimale requise (8 m/s), montrent que la cheminée actuelle est de nature à garantir de bonnes conditions de dispersion des rejets atmosphériques de la cheminée n°17.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs estimé le surcoût lié à la rehausse de sa cheminée n° 17 à environ 13 000 €. Au regard de ce surcoût et des bénéfices limités de ces travaux en matière de risque sanitaire, l'inspection des installations classées estime que la hauteur de la cheminée n° 17 peut être maintenue à une hauteur de 12,2 m.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En cas de création ou de modification d'autres rejets atmosphériques, l'exploitant devra respecter la hauteur de rejet minimale selon la méthode de calcul réglementaire en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Substances utilisées pour l'application de peinture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2024, article 3.4
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des produits utilisés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les substances mentionnées au paragraphe c) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé sont interdites dans le cadre des activités associées à la rubrique n° 2940-2-b de la nomenclature des ICPE.</p> <p>La société FONDERIE GHM réalise dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification du présent arrêté un inventaire des substances visées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé et qui sont utilisées dans le cadre des activités associées à la rubrique n° 2940-2-b de la nomenclature des ICPE du site de WASSY. Elle transmet dans ce même délai cet inventaire à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection des installations classées l'inventaire en date du 24 octobre 2024 des substances utilisées dans le cadre des activités associées à la rubrique n° 2940-2-b de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Selon l'exploitant, cet inventaire ne fait pas apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• de substances mentionnées au paragraphe c) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié,• de substances visées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié. <p>Les vérifications réalisées par sondage par l'inspection des installations classées dans les Fiches de Données de Sécurité (FDS) remises par l'exploitant confirment ces éléments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des appareils de mesure en continu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des appareils de mesure en continu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de mesure en continu exploités à compter de la date de notification du présent arrêté le sont selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique. Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatiques citées dans l'avis publié au Journal Officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences.</p> <p>A la date de la notification du présent arrêté, ces normes sont les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure).</p> <p>Pour ces nouveaux appareils, la société FONDERIE GHM applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2. Le maintien de l'aptitude des appareils de mesures entre deux procédures QAL 2 est contrôlé par la procédure AST. Le maintien de la dérive dans des limites acceptables et la correction de dérive, le cas échéant, sont assurés par la mise en œuvre de la procédure QAL 3. La procédure QAL 3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu.</p> <p>Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, la société FONDERIE GHM remplace les appareils de mesure en continu des concentrations en poussières des émissaires n° 1 (fours 8T) et n° 12 (sablerie-décochage) afin d'installer des appareils compatibles avec le respect des trois premiers alinéas du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 novembre 2025, l'exploitant a indiqué que les appareils de mesure en continu des émissions de poussières des conduits n° 1 et 12 n'avaient pas été remplacés, les sondes triboélectriques étant toujours en place.</p> <p>Selon les éléments indiqués par l'exploitant, ces sondes triboélectriques sont réactives à l'humidité ambiante, ce qui perturbe la fiabilité des données mesurées. Les fournisseurs de sondes permettant de répondre aux exigences de cet article consultés par l'exploitant n'ont pas été en mesure de garantir qu'elles présenteraient une fiabilité supérieure à celle des sondes triboélectriques actuelles. Compte tenu de l'investissement que représente le remplacement des deux sondes (environ 80 000 euros) et de leur coût d'exploitation (environ 8 à 10 000 euros d'étalonnage tous les 3 ans), l'exploitant n'a pas engagé cette dépense.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées réaliser un suivi et une maintenance régulière de ses systèmes de filtration notamment sur les points de rejet n° 1 et 12 en vue de maîtriser ses émissions de poussières et a fourni les rapports de contrôle pour ces deux installations.</p>

<p>Les rapports concernant le filtre du point de rejet n° 1 (fusion) montrent que l'installation est en bon état et que les opérations de maintenance nécessaires sont réalisées. Les tests à la fluorescéine réalisés chaque année attestent l'absence de fuite au niveau des filtres.</p> <p>Concernant le point de rejet n°12 (sablerie), les rapports de contrôle montrent une récurrence dans la détection de trous dans les canalisations des points de captation reliés au système de filtration. Les tests à la fluorescéine réalisés chaque année attestent l'absence de fuite au niveau des filtres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu du travail en cours dans le cadre de l'élaboration du dossier de réexamen suite à la parution des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) des forges et fonderies, un travail de ré-encadrement des caractéristiques des rejets atmosphériques paraît, à ce stade, nécessaire compte tenu des paramètres identifiés ou encore des fréquences de contrôle indiquées dans ce document de référence. L'inspection des installations classées ne propose donc pas à ce stade de mise en demeure relative au respect des dispositions relatives au suivi en continu des émissions de poussières des rejets n° 1 et 12.</p> <p>L'exploitant s'assure néanmoins que ses sondes actuelles assurent les résultats de mesure les plus fiables possibles et que toutes les opérations de maintenance nécessaires identifiées dans ses rapports de contrôle sont réalisées en vue d'assurer une bonne captation de ses rejets atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 5 : Registre entrées/sorties

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I - 3.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Registre entrées/sorties</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son plan ETARE, l'exploitant dispose d'un inventaire des produits présents sur son site auquel est associé un plan de localisation des stockages. Cet inventaire présente les quantités maximales présentes sur le site. L'exploitant tient par ailleurs à jour chaque mois son inventaire avec les quantités réellement présentes sur le site. L'inspection des installations classées a consulté les inventaires d'octobre et de novembre 2025. Ils précisent la nature et la quantité des produits présents dans chaque secteur du site.</p> <p>Ces éléments sont disponibles dans un classeur au poste de garde.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées n'a pas relevé de quantités anormalement élevées de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I - 2.10
Thème(s) : Produits chimiques, Cuvettes de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assurant une protection équivalente. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les vérifications réalisées par sondage ont montré que les produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol étaient stockés sur des rétentions correctement dimensionnées.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que la zone "prison" regroupant les produits devant être repris par les fournisseurs ne disposait pas de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant place les produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol de la zone "prison" sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mise en œuvre du projet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46
Thème(s) : Autre, Suivi des installations
Prescription contrôlée : [...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Par courriel en date du 24 mai 2025, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées des modifications relatives à ses installations de grenailage. Ces éléments sont instruits en partie 3 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

3) Instruction du porter à connaissance du 24/05/2025

3-1) Présentation du site et de la demande

3-1-1) Présentation du site concerné

La société FONDERIE GHM est autorisée à exploiter une fonderie de fonte sur le territoire de la commune de WASSY. Cette installation est soumise à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et relève de la Directive dite IED sur les émissions industrielles.

Le site est aujourd'hui spécialisé dans la production de pièces en fonte à graphite lamellaire et à graphite sphéroïdal. Il appartient au groupe SLF, auquel appartient également le site de FBM implanté à BROUSSEVAL, à moins de 2 km.

L'exploitant a pour projet d'implanter sur son site une nouvelle grenailleuse en remplacement d'une grenailleuse existante.

3-1-2) Contexte administratif

Le site implanté au 140 rue Mauljean à Wassy est régulièrement exploité par la société FONDERIE GHM sous couvert des arrêtés préfectoraux en vigueur actuellement.

L'arrêté préfectoral n° 1069 du 20 février 2009 fixe les prescriptions applicables au site GHM de WASSY. Les prescriptions de cet arrêté ont été modifiées par les arrêtés préfectoraux n° 619 du 07 janvier 2011, n° 1532 du 18 mai 2011, n° 2055 du 20 juillet 2015, n° 52-2022-10-00084 du 13 octobre 2022 et n° 52-2024-09-00111 du 30 septembre 2024.

3-1-3) Justification de la demande

Dans le cadre de la modernisation de son outil de production, l'exploitant souhaite remplacer une grenailleuse vieillissante par une nouvelle installation permettant d'améliorer sa productivité, les conditions de travail des salariés et la qualité des pièces fabriquées.

3-2) Éléments d'appréciation fournis par l'exploitant

3-2-1) Description du projet

L'exploitant a pour projet d'installer une nouvelle grenailleuse selon le planning suivant :

- 2^{ème} trimestre 2025 : arrêt et démantèlement de la grenailleuse WK2 et suppression de son exutoire 03 ;
- 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 2025 : implantation de la nouvelle grenailleuse ;
- 4^{ème} trimestre 2025 : mise en fonction de la nouvelle grenailleuse ;
- 2026 : dans le cas d'un fonctionnement satisfaisant de la nouvelle grenailleuse :
 - Démantèlement de la grenailleuse BMD et/ou de la grenailleuse WK1 ;
 - Transfert (partiel) des robots SIIF et/ou KOYAMA sur l'ancienne aspiration BMD/WK1 avec transfert de l'exutoire 16 vers l'exutoire 02.

Le transfert partiel des aspirations des robots SIIF et/ou KOYAMA sur l'ancienne aspiration BMD/WK1 a pour but de soulager le système de filtration de l'exutoire 16 qui est actuellement sous-capacitaire afin d'augmenter la vitesse de rejet de cet exutoire. Ce transfert vers l'exutoire 02 sera rendu possible par l'arrêt de la grenailleuse BMD et/ou de la grenailleuse WK1 toutes deux reliées à cet exutoire.

3-2-2) Évolution du classement du site

L'activité de grenaillage relève de la rubrique 2575 de la nomenclature des installations classées.

L'arrêté préfectoral n° 1069 du 20 février 2009 précise à son article 1.2.1 que les installations mettant en œuvre des matières abrasives exploitées sur le site ont une puissance de 150 kW.

L'inventaire des puissances des turbines des installations de grenaillage exploitées jusqu'à la mise en place de la nouvelle grenailleuse dressé par l'exploitant est présenté dans le tableau ci-dessous.

Dénomination	Puissance de grenaillage (kW)
WK1	37
WK2	37
BMD	111
NTOR	176
TB12	30
TOTAL	391

Il révèle une puissance totale de 391 kW. Suite à la mise en œuvre du projet et dans l'attente d'un éventuel démantèlement d'autres installations de grenaillage, la puissance installée sera, compte tenu de la puissance de la nouvelle grenailleuse (180 kW) de 534 kW.

L'évolution du site vis-à-vis de cette rubrique est présentée dans le tableau suivant. Les autres rubriques du site ne sont pas impactées par le projet.

N°	Rubrique	Quantité autorisée	Nouvelle quantité	Ancien régime	Nouveau régime
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	150 kW	534 kW	D	D

D : Déclaration

L'exploitant n'a pas formulé de demande d'aménagement de prescriptions à l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 (Abrasives [emploi de matières] telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage).

Il s'engage par conséquent à respecter l'ensemble des prescriptions de cet arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à ces installations.

3-2-3) Dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par cette modification

Incidences sur le paysage

La nouvelle installation de grenaillage est située dans un bâtiment existant. Aucune modification du bâti n'est nécessaire sur le site. Seule la suppression de la cheminée n° 03 est identifiée, sans incidence sur le paysage.

Incidences sur les eaux

Le projet ne remet pas en cause, ni le mode d'alimentation en eau du site, ni la consommation d'eau du site déjà autorisée, ni la gestion des effluents sur le site.

Incidences sur l'air

Comme évoqué précédemment, le projet entraîne la suppression de l'exutoire n° 03 rattaché précédemment à la grenailleuse WK2 démantelée. La nouvelle grenailleuse ne dispose pas d'un point de rejet atmosphérique. Elle est dotée d'un filtre à cartouches dont le rejet est réalisé dans le hall de production. L'engagement du constructeur est d'avoir un rejet inférieur à 1 mg/Nm³ de poussières.

L'incidence des éventuelles futures modifications du réseau de captation des émissions atmosphériques du site ne peuvent pas encore être évaluées compte tenu de l'avancée de ce sujet.

Incidences sur les déchets

Le projet ne remet pas en cause le type ou la quantité de déchets générés par l'activité du site.

Impact sur l'énergie

La nouvelle grenailleuse utilisera l'énergie électrique et de l'air comprimé, tout comme l'installation qu'elle remplace. Compte tenu de l'augmentation de la puissance des installations de grenaillage, une augmentation de la consommation électrique du site est attendue.

Incidences acoustiques

Afin de limiter les émissions acoustiques de la nouvelle installation de ,grenaillage, le ventilateur sera doté d'un capot insonorisant composé d'un caisson habillé avec une mousse acoustique et doté d'une grille pour l'évacuation d'air. Le constructeur s'engage à ce que le niveau sonore de l'installation soit inférieur à 80 dB(A).

Incidences sanitaires

Le projet aura une incidence positive en matière de risques sanitaires pour les populations voisines puisque la nouvelle grenailleuse ne dispose plus d'un rejet en toiture mais uniquement d'un rejet dans l'atelier avec une concentration en poussières inférieure à 1 mg/Nm³.

Incidences sur les risques industriels

La nouvelle installation n'est pas à l'origine d'un nouveau stockage de matières combustibles. Le descriptif de l'installation précise que l'armoire électrique est dotée d'un système de détection / extinction automatique d'incendie.

3-3) Analyse du projet par l'inspection

3-3-1) Analyse réglementaire

Pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
- 2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement (abrogé) ;*
- 3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II- [...]

S'il y a lieu, le préfet [...] fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

Compte tenu de ses caractéristiques, le projet ne rentre pas dans le cadre de l'un des points prévus à l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Il n'est donc pas soumis à évaluation environnementale systématique et ne doit pas non plus faire l'objet d'un examen au cas par cas.

Il est par conséquent nécessaire de juger le caractère substantiel du projet sur la base du point 3 de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, en cohérence avec les orientations de la note du 20 décembre 2021 de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) relative aux modifications des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

3-3-2) Analyse technique

L'inspection des installations classées est en ligne avec les propos de l'exploitant vis-à-vis de son projet. L'inspection relève notamment les points suivants :

- La puissance des installations utilisant des matières abrasives est augmentée, sans incidence sur le régime de classement du site vis-à-vis de la rubrique concernée ;
- Le projet n'engendre pas d'incidences significatives sur l'environnement par rapport à la situation actuelle. Il est à noter que :
 - le projet supprime un point de rejet dans l'atmosphère ;
 - le rejet de la nouvelle grenailleuse se fera dans le hall de production. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que ce rejet doit se faire dans le respect notamment des dispositions du code du travail ;
 - la maîtrise des émissions acoustiques de la nouvelle grenailleuse a été intégrée dans sa conception. Compte tenu de la situation géographique du site à proximité de zones habitées, il semble néanmoins nécessaire de procéder à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et dans les zones à émergence réglementée autour du site afin de vérifier le respect des exigences réglementaires suite à la mise en service de la nouvelle grenailleuse ;
- Le projet, compte tenu notamment des mesures de prévention et de protection décrites par l'exploitant, n'est pas de nature à modifier les risques industriels pour le voisinage.

Les éventuelles futures modifications du réseau de captation des émissions atmosphériques du site suite à la montée en cadence de la nouvelle grenailleuse ne pouvant actuellement être évaluées précisément, ces modifications devront être portées à la connaissance de l'inspection des installations classées avant leur réalisation conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Au vu de ces éléments et de ceux apportés par l'exploitant au paragraphe 3.2, la demande n'est pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients significatifs en application de l'article L. 181-3 du code de l'environnement et **est considérée comme non substantielle**.

3-4) Conclusion

L'inspection des installations classées conclut que la demande de la société FONDERIE GHM pour son site de Wassy est **non substantielle mais notable**. Les prescriptions d'exploitation nécessitent d'être complétées dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Les articles suivants de l'arrêté préfectoral n°1069 du 20 février 2009 nécessitent d'être modifiés :

- article 1.2.1 – mise à jour de la puissance associée à la rubrique 2575 ;
- articles 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4 et 9.2.1 – suppression des exigences relatives au conduit n° 3.

L'inspection des installations classées propose en outre de prescrire la réalisation d'une campagne de mesures acoustiques suite à la mise en production effective de la nouvelle grenailleuse et d'acter les mesures de prévention et de protection contre l'incendie présentées par l'exploitant au niveau de l'armoire électrique de sa nouvelle grenailleuse.

L'inspection des installations classées propose donc à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'autoriser la société FONDERIE GHM, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, annexé à ce rapport, à mettre en œuvre son projet pour son site implanté sur le territoire de la commune de Wassy.

Conformément à la note ministérielle du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement, la modification demandée n'étant pas substantielle, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de ne pas organiser, selon les modalités du L. 123-19-2 du code de l'environnement, une consultation du public.

En application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, Madame la Préfète de la Haute-Marne a la possibilité de soumettre ce projet d'arrêté avant signature à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). S'agissant d'une modification non substantielle, l'inspection des installations classées propose de ne pas présenter ce dossier en CODERST.